

*Le budget—M. Deans*

La semaine dernière, dans une question au premier ministre (M. Trudeau) et dans une question ultérieure au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley), je disais qu'il est temps que le Canada commence à comprendre l'effet dévastateur de ces décisions unilatérales des sociétés. Il est temps que nous exigions d'elles un comportement différent et temps que les preneurs de décisions des sociétés tiennent compte de l'investissement des municipalités qui ont fourni l'infrastructure indispensable à leur implantation. Il est temps que les décideurs comprennent le tort que leurs décisions font aux travailleurs et à leur famille, et les problèmes qui naissent lorsque le principal soutien de famille, que ce soit l'homme ou la femme, se trouve soudain en chômage, à un âge où il lui est virtuellement impossible de trouver un autre travail.

Aujourd'hui, après le discours du ministre chargé des petites entreprises, je lui ai demandé s'il ne pensait pas qu'il était temps que le gouvernement présente à la Chambre des communes des mesures, au nom du peuple canadien, pour essayer de mettre un terme à ces trop fréquents effondrements de collectivités entières.

Laissez-moi parler de la situation de Hamilton. Ces deux dernières semaines, nous avons eu trois déclarations importantes de compagnies installées dans cette ville depuis longtemps. Deux de ces sociétés ferment complètement, la troisième met à pied la totalité de ses employés, sans fixer de date ferme de retour au travail. Sont en cause des centaines de gens qui ont mis tout ce qu'ils avaient dans ces compagnies. Il n'y a jamais eu la moindre consultation antérieure, aucune possibilité pour les employés ou leurs représentants, la municipalité représentant les contribuables de Hamilton, le gouvernement provincial, qui a un investissement substantiel dans notre municipalité, ou le gouvernement fédéral de rencontrer ces compagnies pour examiner d'autres solutions.

Après des années à Hamilton, Consolidated Bathurst a envoyé à ses employés une lettre, à Noël dernier, les remerciant de leur excellent travail, grâce auquel la compagnie avait eu une année sensiblement supérieure aux précédentes. En fait, elle avait réalisé des bénéfices. La lettre disait: «Nous espérons que votre collaboration au cours de l'année prochaine fera de 1983 une année encore meilleure». La compagnie a négocié avec ces mêmes employés et leurs représentants en janvier et elle a signé un nouveau contrat. Il n'y avait pas le moindre soupçon que l'usine fermerait et rien ne laissait prévoir qu'elle déménagerait.

En mars, même pas deux mois plus tard, vint l'annonce soudaine que l'usine serait fermée, que le matériel serait vendu et que la production se ferait à Montréal. C'est scandaleux. Ce genre de comportement est obscène. C'est une preuve flagrante du manque de compréhension des sociétés. Si c'était simplement un cas isolé, il mériterait déjà qu'on s'y attarde, mais en plus, il présente un caractère exceptionnel. Mais ce n'est pas un cas isolé. Nous avons appris, tout juste la semaine dernière, que la société Allan Industries avait décidé de ne pas rouvrir son usine. Elle n'avait pas donné le moindre indice de son intention, ce qui fait que l'on n'a pu ni discuter ni envisager la possibilité de l'aider à découvrir de nouveaux débouchés. On

n'a pas pu discuter de moyens à mettre en œuvre pour améliorer sa situation et partant, celles de ses employés. C'est lorsqu'un journaliste du *Spectator* de Hamilton nous a téléphoné pour nous demander quand la société comptait reprendre ses activités que nous avons appris qu'elle y avait mis fin définitivement. Dans un communiqué qu'elle avait préparé environ deux semaines auparavant mais qu'elle ne s'était pas donné la peine de diffuser, la filiale annonçait qu'elle fermait ses portes définitivement et que ce serait la société mère aux États-Unis qui se chargerait du travail.

Il y a aussi le cas de la société International Harvester, naguère la principale source d'emploi des habitants de Hamilton qui est, nous dit-on, dans une situation désespérée à l'heure actuelle. On constate qu'en dépit des énormes réductions salariales que ses employés ont acceptées, la société n'a toujours pas de travail à leur offrir.

Quand on visite la municipalité, on découvre de nombreux endroits où le gouvernement aurait pu créer directement des emplois. La capacité de production de la National Steel Car est réduite de près de 100 p. 100. Le gouvernement aurait pu et aurait dû commander ses wagons-trémies, mais il ne l'a pas fait, préférant maintenir ces travailleurs en chômage, de sorte que la société est de moins en moins susceptible de retrouver sa capacité de production. Ce que je dis, monsieur le Président, c'est que maintes et maintes fois des sociétés ont décidé de fermer leur porte, au grand dam des travailleurs de leur localité, sans même avoir la politesse élémentaire de les en prévenir d'avance. D'un autre côté, des entreprises qui devraient produire bien davantage ou même simplement produire comme dans le cas de la National Steel Car, en sont empêchées par les décisions que le gouvernement a prises ou encore celles qu'il refuse de prendre.

• (1540)

Dans le budget, le gouvernement fait savoir aux entreprises que si elles veulent se rééquiper afin d'accroître leur production, il est prêt à les aider. Seulement, le problème n'est pas là. A l'heure actuelle, 30 à 35 p. 100 de la capacité de production des entreprises est inutilisée. Il faudrait qu'un chef d'entreprise soit fou, quand 30 p. 100 de la capacité de son entreprise est inutilisée, pour emprunter de l'argent afin d'augmenter sa capacité de production et se retrouver ainsi avec 50 ou 60 p. 100 de cette capacité accrue inutilisée. Le problème n'est donc pas là. C'est au niveau de la consommation qu'il se situe, car les consommateurs ont perdu confiance dans le gouvernement. Ils ne pensent pas que les mesures prises par le gouvernement vont les aider.

Il est bon de noter que le gouvernement reçoit l'appui de ses alliés conservateurs sur toute la ligne. Quand nous avons proposé qu'on adopte des mesures plus vigoureuses pour inciter les consommateurs à acheter davantage et dès maintenant, ainsi que des mesures favorisant la production, tout ce que les conservateurs et les libéraux nous ont dit, c'est que nous n'en avons pas les moyens.